



**PROCES-VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 10 DECEMBRE 2024**

L'an **deux mil vingt-quatre** le **dix** du mois de décembre le Conseil Municipal de la Commune de **SELONCOURT** s'est réuni en Mairie - Salle du Conseil Municipal - après convocation légale, sous la Présidence de M. Daniel BUCHWALDER, Maire, pour une session ordinaire.

Date d'envoi de la convocation : le 02 décembre 2024

Nombre de conseillers en exercice : 29

Etaient présents (21)

Daniel BUCHWALDER, Françoise PAICHEUR, Maryline CHALOT, Mathieu GAGLIARDI, Laurence DI VANNI, Catherine JACQUOT, Nicolas PIERGUIDI, Jean-Claude PERROT, Alain KMOCH, Jean-Luc MIESKE, Patrick LIEGEART, Christine GUEY, Lysiane MABIRE, Romuald GADET, Clément GIRARD, Eric LANUSSE CAZALE, Michel BARBE, Denis TISSERAND, Christian TOITOT, Sylvie WERNY, Béatrice ROCH.

Etaient excusés ayant donné procuration (7)

Jean-Marc ROBERT a donné procuration à Patrick LIEGEART
Jean FORESTI a donné procuration à Françoise PAICHEUR
Brigitte ALZINGRE a donné procuration à Lysiane MABIRE
Sophie MOREL a donné procuration à Maryline CHALOT
Léa LEMOINE a donné procuration à Nicolas PIERGUIDI
Régis ARNOLD a donné procuration à Michel BARBÉ
Sergio BEE a donné procuration à Denis TISSERAND

Absente (1)

Madeleine MAUFFREY

Monsieur le Maire ayant procédé à l'appel nominal, le quorum étant atteint, ouvre la séance.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est procédé à la nomination d'un secrétaire de séance. **Mme Françoise PAICHEUR à l'unanimité** des voix présentes et représentées a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 10 DECEMBRE 2024

ASSEMBLEE DELIBERANTE

- 1/ Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 15 octobre 2024
- 2/ Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)
- 3/ Fourniture de restauration scolaire, accueil de loisirs et crèche – Autorisation de signature de l'accord-cadre

FINANCES

- 4/ Tarifs 2025
- 5/ Prise en charge des dépenses d'investissement avant le vote du Budget Primitif 2025
- 6/ Subvention 2024 au Club des Glycines

PERSONNEL

- 7/ Mise en place du nouveau régime indemnitaire pour la police municipale : indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE)
- 8/ Régime de maintien des primes et indemnités des agents dans certaines situations de congés (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise)
- 9/ Avancements de grade – Créations et suppressions de postes
- 10/ Suppressions de postes

ENVIRONNEMENT – CADRE DE VIE – FORÊT

- 11/ Assiette, dévolution et destination des coupes de bois – Exercice 2025

BÂTIMENTS – PATRIMOINE – CIMETIERE

- 12/ Rénovation énergétique de la salle polyvalente – Plan de financement stade avant-projet définitif
- 13/ Construction d'un bâtiment pluridisciplinaire rue de l'Ecole de Berne – Plan de financement stade avant-projet définitif

VOIRIE - CIRCULATION

- 14/ Déclaration du linéaire de la voirie communale pour la dotation globale de fonctionnement

URBANISME

- 15/ Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Seloncourt
- 16/ Mise en compatibilité du Pan Local d'Urbanisme (PLU) de Seloncourt avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) – Modification simplifiée n° 2
- 17/ Déclassement du domaine public des parcelles de terrain cadastrées AC125 à AC130
- 18/ Déclassement du domaine public de la parcelle de terrain cadastrée AB 695
- 19/ Echange de terrains sans soulte : parcelles AB 695 propriété de la commune et des parcelles AB 195 et AB 197 propriété de la société GALVANOPLAST
- 20/ Acquisition de la parcelle de terrain cadastrée AB 694 propriété de la société GALVANOPLAST

- 21/ Déclassement du domaine public de la parcelle de terrain cadastrée AO 494
- 22/ Autorisation de vente de la parcelle de terrain cadastrée N° AO 494 à Madame Catherine CHOISEL-ACINAS
- 23/ Acquisition de la parcelle de terrain cadastrée AB 699 propriété de la SCI JOLIBOIS

DECISIONS ET ARRETES DU MAIRE (Cf. tableaux joints)

INFORMATIONS

- Rapport annuel 2023 des mandataires de l'Assemblée Spéciale des actionnaires publics d'Idéha
- Rapport annuel 2023 des mandataires du Syndicat Intercommunal de l'Union
- PMA : rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement collectif et non collectif et de l'ensemble des délégataires
- PMA : rapport annuel 2023 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés
- Bilans d'activités DSP fourrière de 2019 à 2023

QUESTIONS ORALES

Selon éléments avancés en début de séance

Monsieur le Maire invite les élus à faire mention des questions orales.

- **M. Christian TOITOT pour le groupe Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire** :
⇒ Information sur les travaux de la rue d'Audincourt

1 - APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 OCTOBRE 2024 - DCM n° 20241210-1

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Il propose au Conseil Municipal l'approbation du procès-verbal de la séance du 15 octobre 2024.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés, **ADOpte** le procès-verbal de la réunion du Conseil Municipal du 15 octobre 2024.

2 - APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES (CLECT) - DCM n° 20241210-2
--

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant Nouvelle Organisation Territoriales de la République ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1609 nonies C ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-2021-07-01-00016 du 1^{er} juillet 2021 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération « Pays de Montbéliard Agglomération », créée le 1^{er} janvier 2017,

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-2023-12-20-00002 du 20 décembre 2023 portant retrait de la commune de Dampjoux de la Communauté de Communes du Pays de Maïche et extension du périmètre de Pays de Montbéliard Agglomération à la commune de Dampjoux ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° C2020/284 du 22 juillet 2020 portant création et composition de la commission locale d'évaluation des charges transférées ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° C2024/3 du 1^{er} février 2024 portant mise à jour de la composition de la commission locale d'évaluation des charges transférées à la suite de l'intégration de la commune de Dampjoux ;

Vu le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), réunie en séance le 12 septembre 2024.

Le 12 septembre 2024, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) s'est réunie afin, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, d'évaluer le coût net des charges transférées résultant de l'adhésion, au 1^{er} janvier 2024, de la commune de Dampjoux à Pays de Montbéliard Agglomération.

Conformément à l'alinéa 7 du IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, il appartient aux conseils municipaux, par délibérations concordantes, d'approuver le rapport de la CLECT.

Ces délibérations doivent être prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par Monsieur le Président de la CLECT.

Les membres du conseil municipal sont donc invités à approuver le rapport de la CLECT du 12 septembre 2024, d'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents y afférents et de notifier la décision ainsi prise à Monsieur le Président de Pays de Montbéliard Agglomération

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** le rapport de la CLECT en date du 12 septembre 2024 ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les documents y afférents ;
- **DIT** que cette délibération sera notifiée à Monsieur le Président de Pays de Montbéliard Agglomération.

3 – FOURNITURE DE RESTAURATION SCOLAIRE – ACCUEIL DE LOISIRS ET CRECHE – AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ACCORD-CADRE - DCM n° 20241210-3

Mme Laurence DI VANNI présente ce point.

Le marché de fourniture de repas arrivant à échéance au 31/12/2024, une consultation a été lancée afin d'assurer le service à compter du 06 janvier 2025 sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes sans minimum et un maximum de 29 000 repas par an ce, pour une durée de 2 ans.

Un seul prestataire de service de repas, Cuisine d'Uzel (Fondation Pluriel) a répondu à l'offre pour un montant estimé à 109 453.15 € H.T. par an, soit 218 906.30 € H.T. pour deux ans. Cette Fondation Reconnue d'Utilité Publique (F.R.U.P.) est notre fournisseur actuel et leurs prestations n'apportent aucune observation de notre part.

Par délibération du 09 juin 2020, le Conseil Municipal a donné délégation à Monsieur le Maire pour signer les marchés de fournitures et services jusqu'au seuil de 206 999 € H.T.

Le montant de ce marché dépassant ce plafond, il est demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'accord-cadre à bons de commandes sans minimum et un maximum de 29 000 repas par an, reconductible 1 fois, avec la Fondation Pluriel, Cuisine d'Uzel.

M. TOITOT : demande si ce montant estimé est supérieur au dernier contrat et si oui de combien.

M. BUCHWALDER : ne peut lui donner le montant exact mais oui il sera supérieur puisque le prix unitaire du repas augmente de 0,27 cts.

Mme DI VANNI précise que le montant de ce contrat est en effet supérieur au précédent mais que l'augmentation a été contenue.

Monsieur le Maire donne la parole à Samuel BUHLER – DGS: qui confirme qu'à ce jour on ne peut connaître le montant définitif du marché puisqu'il est à bons de commandes. Il dépendra donc du nombre de repas consommés sur l'année.

M. TOITOT demande si cette augmentation sera répercutée sur le prix de la cantine.

M. BUCHWALDER lui répond que ce point sera abordé au mois de juin 2025 lors de l'élaboration des tarifs communaux.

Mme DI VANNI rappelle qu'en effet les tarifs de la restauration scolaire sont fixés au mois de juin de l'année N-1 pour être appliqués à la rentrée de septembre, ce qui signifie il n'y aura pas de modification des tarifs début 2025.

M. TOITOT demande s'il est possible d'avoir un bilan de la représentation sociale dans la fréquentation de la cantine afin de savoir si les prix sont bien adaptés à la demande.

Mme DI VANNI lui répond qu'elle va demander au service de le faire. Elle tient à souligner que bien souvent les enfants qui accèdent à la restauration scolaire ont des parents qui travaillent tous les deux.

M. BUCHWALDER demandera au service d'éditer un document par tranche de facturation.

M. TISSERAND est, quant à lui, surpris par le doublement du montant du marché pour deux ans et par l'absence de coefficient d'inflation ce qui ne permet pas de négociation.

M. BUCHWALDER lui répond que c'est le principe des marchés quand ils sont conclus pour une certaine durée.

M. BUHLER – DGS précise que les conditions de négociations du marché sont stipulées dans le CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières).

Le débat étant terminé Monsieur le Maire met au vote.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **AL'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés, **AUTORISE le Maire** à signer l'accord-cadre à bons de commandes sans minimum avec un maximum de 29 000 repas par an reconductible 1 fois, avec la Fondation Pluriel, Cuisine d'Uzel.

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Il expose qu'il convient d'actualiser les tarifs des services communaux. Les sommes sont encaissées par les régies de recettes respectives ou directement sur le budget communal.

Les tarifs sont établis et actualisés comme indiqués dans les tableaux ci-joints.

La Commission Finances, réunie le 27 novembre 2024 a émis un avis majoritairement favorable avec deux oppositions sur les tarifs des locations de salles.

Monsieur le Maire rappelle que les tarifs en lien avec la restauration scolaire, le périscolaire et la crèche ne sont pas actualisés en début d'année mais en juin car ils sont appliqués par année scolaire et non sur l'année civile.

Il précise que le taux d'actualisation retenu est de 1,5 % alors que le taux d'inflation devrait s'élever à plus de 1,8 % et que pour des commodités de gestion certains tarifs ont été arrondis.

M. TOITOT demande, puisque les tarifs sont maintenus, si l'atelier de distillation fonctionne encore.

M. BUCHWALDER lui répond que oui mais qu'il n'y a pas de demande d'utilisation.

M. TISSERAND donne lecture d'une déclaration :

« J'ai l'impression que rien ne passe normalement avec cette délibération des tarifs.

Nous sommes étonnés, de voir que sous couvert d'économies de papier, les membres de la commission finances n'ont reçus aucun document, ni au format informatique pour préparer cette commission, ni au format papier pour la suivre et prendre des notes durant la séance.

La version discutée ne fait même pas partie du compte-rendu de commission, preuve que même le secrétaire de séance ne la possédait pas.

Nous ne comprenons pas ce mode de fonctionnement.

Heureusement nous disposons tout de même d'une version électronique, et pour moi également une version papier, jointe avec le dossier de ce conseil.

Je suppose que c'est la même version que celle présentée en commission, mais je n'ai aucun moyen de le contrôler !

Nous ne sommes pas contre l'augmentation, qui est modérée, de l'ensemble des tarifs. Par contre, notre différend subsiste sur le prix des locations des salles pour les manifestations à caractère social.

Les bourses aux livres, aux affaires de bébé, aux jouets... demandent un grand investissement pour les bénévoles et rendent un grand service à la population mais rapporte peu. Entre 200€ et 300€ voire moins.

Il fut un temps, révolu malheureusement, où la municipalité ne facturait pas de location pour ce type de manifestations. Vous allez nous dire, 81€ ce n'est pas grand-chose mais pour l'association concernée cela peut représenter plus de 50% de son bénéfice.

Nous notons également que toutes les manifestations de l'association « le comité des fêtes », qu'elles soient lucratives ou pas, seront facturées 81€ alors que toute autre association seloncourtoise paiera de 152€ à 305€.

Nous voterons donc POUR l'ensemble des tarifs mais CONTRE ceux concernant les locations des salles pour les associations seloncourtoises. ».

M. BUCHWALDER lui demande s'il souhaite déposer un amendement.

M. TISSERAND lui répond que non.

M. BUCHWALDER revient sur le fait que M. TISSERAND ne peut s'empêcher de toujours avoir une remarque à faire quant à l'organisation de la commission des finances. Il se demande si ce n'est pas juste pour l'embêter... Il lui rappelle qu'il a la possibilité, comme tous les autres élus, de demander aux services les documents dont il estime avoir besoin pour préparer les réunions.

M. TISSERAND lui répond qu'il a attendu de voir si les documents allaient lui être adressés mais il ne les a reçus qu'avec le dossier du conseil municipal.

M. BUCHWALDER quant à lui s'étonne qu'un spécialiste de la dématérialisation et de l'informatique comme lui demande toujours une version papier des documents.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** des membres présents ou représentés **APPROUVE** les tarifs 2025 **à l'exception** de ceux pour les locations des salles qui sont adoptés **A LA MAJORITÉ** (5 voix Contre : MM. Et Mmes Denis TISSERAND, Christian TOITOT, Sylvie WERNY, Béatrice ROCH, Sergio BEE par procuration à M. Denis TISSERAND).

Service	Objet	Unité	Tarifs 2023 CM du 13-06-23 à compter du 01/09/2023	Tarifs 2024 CM du 12-12-23 à compter du 01/01/2024	Tarifs 2023 CM du 13-06-23 à compter du 01/09/2023	Tarifs 2025 CM du 10-12-24 à compter du 01/01/2025
Multi-accueil	accueil crèche halte-garderie	par heure et par enfant	selon barème CNAF	CM du mois de juin 2024	selon barème CNAF	CM du mois de juin 2025
	accueil régulier pour extérieurs commune	par heure et par enfant	selon barème CNAF le plus haut + 25 %		selon barème CNAF de la famille + 25 %	
	accueil halte-garderie pour extérieurs commune	par heure et par enfant	selon barème CNAF + 25 %		selon barème CNAF + 25 %	
	accueil d'urgence	par heure et par enfant	2,50 €		tarif horaire moyne de la structure	
	frais de gestion des dossiers	par enfant par an en accueil régulier	50,00 €		50,00 €	
Animation	1/2 journée sportive ou culturelle	par personne, tarif maximal suivant la prestation	23,00 €		24,00 €	
	1 journée		40,00 €		41,50 €	
	2 jours avec nuitée		90,00 €		93,50 €	
	1 séjour (5 jours et 4 nuits)		240,00 €		250,00 €	
	1 journée supplémentaire		27,00 €		28,00 €	
	Extérieurs à la commune		tarif seloncourtois + 20%		tarif seloncourtois + 20%	
accueil midi + restauration	pour extérieur		5,66 €		5,88 €	
	A partir du 2ème enfant quand le 1er se voit appliquer le tarif minimum		3,73 €		3,88 €	
	pour 1er enfant dont parents disposent d'un quotient familial compris entre 0 et 500 €		4,69 €		4,87 €	
	pour 1er enfant dont parents disposent d'un quotient familial compris entre 501 et 700 €		5,89 €		6,13 €	
	pour 1er enfant dont parents disposent d'un quotient familial compris entre 701 et 900 €		7,10 €		7,39 €	
	pour 1er enfant dont parents disposent d'un quotient familial compris entre 901 et 1100 €		8,32 €		8,65 €	
	pour 1er enfant dont parents disposent d'un quotient familial supérieur à 1101 €		8,92 €		9,28 €	
	pour les enfants suivants		tarif de la tranche qui précède		tarif de la tranche qui précède	
	Uniquement repas pour absence enseignant non prévue		prix du repas		prix du repas	
Périscolaire matin et soir	accueil du matin 7H20 à 8H20	forfait par séance et par enfant	1,50 €		1,56 €	
	accueil du soir 16H30 à 18H00	forfait par séance et par enfant	2,28 €		2,37 €	
	accueil du matin 7H20 à 8H20 / non seloncourtois	forfait par séance et par enfant	2,41 €		2,50 €	
	accueil du soir 16H30 à 18H00 / non seloncourtois	forfait par séance et par enfant	3,67 €		3,82 €	

Service	Objet	Unité	Tarifs 2023 CM du 13-06-23 à compter du 01/09/2023	Tarifs 2024 CM du 12-12-23 à compter du 01/01/2024	Tarifs 2023 CM du 13-06-23 à compter du 01/09/2023	Tarifs 2025 CM du 10-12-24 à compter du 01/01/2025
Médiathèque	inscription pour les moins de 18 ans	l'inscription annuelle		gratuit		gratuit
	inscription pour les demandeurs d'emploi et étudiants de moins de 25 ans (sur justificatif)					
	inscription pour les bénéficiaires du RSA					
	inscription pour les professionnels de l'enfance uniquement sur le secteur jeunesse					
	inscription pour les autres					
	photocopies	A4 à l'unité		0,00 €		0,00 €
		A3 à l'unité		0,20 €		0,20 €
				0,40 €		0,40 €
	en cas de perte ou détérioration d'un livre, d'une revue ou d'un CD, DVD, ou CR-ROM	par document	Valeur au prix du neuf	Valeur au prix du neuf		Valeur au prix du neuf
Salon d'art	en cas de perte ou détérioration d'un matériel périphérique aux supports multimédias (pochette, boîtier, notice...)	forfait par matériel		2,10 €		2,15 €
	accès à internet	l'heure		gratuit		gratuit
	Sacs en toile	unité		3,60 €		3,65 €
	catalogues du salon d'art	l'unité		5,00 €		5,00 €

Service	Objet	Unité	Tarifs 2023 CM du 13-06-23 à compter du 01/09/2023	Tarifs 2024 CM du 12-12-23 à compter du 01/01/2024	Tarifs 2023 CM du 13-06-23 à compter du 01/09/2023	Tarifs 2025 CM du 10-12-24 à compter du 01/01/2025
Prêt de véhicules communaux	uniquement pour les agents et les élus municipaux, pour distance inférieure à 400 km au total	la journée		18,00 €		18,50 €
	caution pour prêt véhicule communal	la caution		390,00 €		390,00 €
Bennes	benne pour déchets verts 1er enlèvement			73,00 €		74,00 €
	à partir de la 2ème benne			235,00 €		240,00 €
	Caution bennes			240,00 €		245,00 €
Copies	Papier format A3			0,40 €		0,40 €
	Papier format A4			0,20 €		0,20 €
	si copie dans le cadre de démarches administratives communales	la copie				
Bois	Affouage	le stère		10,00 €		10,00 €
	bois façonné	le stère		50,00 €		50,00 €
Logement communaux	caution	1 mois de loyer	1 mois de loyer	1 mois de loyer		1 mois de loyer
Atelier de distillation	distillation pour les seloncourtois	la demi-journée		11,00 €		12,00 €
	distillation pour les non seloncourtois			21,00 €		24,00 €
	distillation pour les seloncourtois	la journée		21,00 €		22,00 €
	distillation pour les non seloncourtois			42,00 €		44,00 €
achat concessions	3 ou 6 ou 9 m2	durée 30 ans pour 3m2		130,00 €		132,00 €
renouvellement concessions	3 ou 6 ou 9 m2	durée 15 ans pour 3m2		65,00 €		66,00 €
		durée 30 ans pour 3m2		130,00 €		132,00 €
		durée 50 ans pour 3m2		215,00 €		218,00 €
Colombariums	capacité maxi 4 urnes	la concession de 30 ans		960,00 €		974,00 €
Cavernes	capacité maxi 4 urnes			1 540,00 €		1 563,00 €
Plaque jardin du souvenir					40,00 €	41,00 €
Clé du cimetière	caution	forfait		240,00 €		245,00 €
	manifestations/ventes d'associations à caractère humanitaire	l'emplacement		gratuit		gratuit
	occasionnel de 0 à 5 m l			2,80 €		2,85 €
	occasionnel de 5 à 10 m l	forfait journalier		5,50 €		5,60 €
	occasionnel supérieur à 10 m l et dans tous les autres cas			11,50 €		11,70 €
	place sur le marché mercredi et vendredi	forfait annuel		52,00 €		52,80 €
	forfait électricité pour le marché	forfait annuel		52,00 €		52,80 €
	camion de vente au débailage	forfait 1/2 journée		54,00 €		54,80 €
	camion de vente de nourriture	forfait annuel emplacement 1 fois par semaine		97,00 €		100,00 €
	Food trucks / brasseurs manifestation place Croizat	le week-end		47,00 €		48,00 €
	foire exposition (ex : salon du vin)	le temps de la foire	100,00 €	100,00 €		100,00 €
	Brocante	l'emplacement de 2,50 m		8,50 €		8,65 €
		l'emplacement de 5 m		16,50 €		16,75 €
		l'emplacement de 7,5 m		26,00 €		26,40 €
		l'emplacement de 10 m		33,00 €		33,60 €
	fête foraine, cirque...	forfait jour de représentation		47,00 €		47,70 €
	terrasses de café	forfait annuel		47,00 €		47,70 €
	emplacement de vente de sapins de Noël	forfait du 1er décembre au 24 décembre		68,00 €		69,00 €
Emplacement taxi	la place de stationnement	forfait annuel		198,00 €		201,00 €

Service	Objet	Unité	Tarifs 2023 CM du 13-06-23 à compter du 01/09/2023	Tarifs 2024 CM du 12-12-23 à compter du 01/01/2024	Tarifs 2023 CM du 13-06-23 à compter du 01/09/2023	Tarifs 2025 CM du 10-12-24 à compter du 01/01/2025
Location salle polyvalente	association seloncourtoise	Forfait week-end pour 2 utilisations par an		150,00 €		152,00 €
		Forfait week-end à partir de la 3ème utilisation		300,00 €		305,00 €
		forfait journalier en semaine		77,00 €		78,00 €
	associations extérieures, entreprises seloncourtoises et extérieures	forfait week-end forfait journalier (mardi, mercredi, jeudi)		1 415,00 € 705,00 €		1 450,00 € 715,00 €
	manifestations organisées par le Comité des Fêtes sous-couvert de la ville	la manifestation		80,00 €		81,00 €
	manifestations culturelles (office) seloncourtoises	1 manifestation par an et par culte		gratuit		gratuit
	événements organisés ou soutenus par les associations culturelles ou paroissiales seloncourtoises	2 manifestations par an et par culte		80,00 €		81,00 €
	manifestations à caractère caritatif ou patriotique autres que celles à l'initiative du CCAS et du COS : téléthon, restos du cœur, don du sang...	1 manifestation par an		gratuit		gratuit
	manifestations à caractère social	la manifestation		80,00 €		81,00 €
	caution non seloncourtois	forfait		1 765,00 €		1 800,00 €
Location salle des Cossies	particulier ou entreprise seloncourtois	forfait samedi dimanche		515,00 €		525,00 €
	extérieurs	forfait samedi dimanche		1 085,58 €		1 100,00 €
	associations seloncourtoises	Forfait week-end pour 2 utilisations par an		150,00 €		152,00 €
	associations seloncourtoises	forfait week-end à partir de la 3ème utilisation		300,00 €		305,00 €
	association seloncourtoise	forfait journalier en semaine		77,00 €		78,00 €
	caution non seloncourtois	forfait		1 800,00 €		1 827,00 €
	caution seloncourtois	forfait		900,00 €		915,00 €
Location Panse	association seloncourtoise	la journée		10,00 €		10,15 €
	particulier seloncourtois	la journée		138,00 €		140,00 €
	caution	forfait		400,00 €		406,00 €
Location salle Louis BONNOT	associations seloncourtoises	1 utilisation par semaine		gratuit		gratuit
	associations seloncourtoises	à partir de la 2ème utilisation		10,00 €		10,15 €
	particulier seloncourtois	la journée		80,00 €		81,00 €
	associations non seloncourtoises et entreprises + SCI	la journée		225,00 €		228,00 €
	caution seloncourtois	forfait		360,00 €		365,00 €
	caution non seloncourtois	forfait		500,00 €		508,00 €
Location Petit Salon	associations seloncourtoises	1 utilisation par semaine		gratuit		gratuit
	associations seloncourtoises	à partir de la 2ème utilisation		10,00 €		10,15 €
	associations non seloncourtoises et entreprises	la journée		225,00 €		228,00 €
	caution	forfait		360,00 €		365,00 €
Location Bonnot / Petit Salon cas particuliers / cacheux	Particuliers pour enterrements	forfait		50,00 €		50,00 €
	caution	forfait		360,00 €		365,00 €

Service	Objet	Unité	Tarifs 2023 CM du 13-06-23 à compter du 01/09/2023	Tarifs 2024 CM du 12-12-23 à compter du 01/01/2024	Tarifs 2023 CM du 13-06-23 à compter du 01/09/2023	Tarifs 2025 CM du 10-12-24 à compter du 01/01/2025
Salle Polyvalente pour association seloncourtoise	le service complet			0,80 €		0,80 €
Salle Polyvalente pour association extérieure et entreprises	le service complet			1,90 €		1,95 €
salle des Cossies pour extérieurs	le service complet			1,80 €		1,85 €
casse ou perte de vaisselle	remboursement			prix du neuf		prix du neuf
Salle Polyvalente pour association seloncourtoise	le service complet			gratuit		gratuit
Salle Polyvalente pour association extérieure et entreprises	le service complet			1,15 €		1,20 €
salle des Cossies pour seloncourtois	Service complet - couverts					
salle des Cossies pour extérieurs	le service complet					
casse ou perte de vaisselle	remboursement			prix du neuf		prix du neuf
	pour les particuliers seloncourtois uniquement	le week-end		88,00 €		90,00 €
location de tentes	aux associations seloncourtoises	forfait		19,00 €		20,00 €
	caution	forfait		750,00 €		760,00 €
location de tables, bancs, chaises usagés	la journée	la journée		14,00 €		15,00 €
	caution	forfait		635,00 €		645,00 €
scène mobile sans transport				440,00 €		450,00 €
scène mobile avec transport				655,00 €		670,00 €

5 – PRISE EN CHARGE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025 - DCM n° 20241210-5

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Monsieur le Maire expose que préalablement au vote du budget primitif 2025, la Commune ne peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement que dans la limite des restes à réaliser de l'exercice 2024.

Afin de faciliter les dépenses d'investissement jusqu'à l'adoption du budget primitif 2025, et de pouvoir faire face à une dépense d'investissement imprévue et urgente, le Conseil Municipal, en vertu de l'article L1612-1 du Code général des collectivités territoriales, peut autoriser le Maire à mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget de 2024.

A savoir :

Chapitre	Libellé	Crédits ouverts BP/BS 2024	Montants autorisés avant vote du BP 2025
20	Immobilisations incorporelles (hors crédits reports)	200 080	50 020
21	Immobilisations corporelles (hors crédits reports)	1 565 860	391 465
23	Immobilisations en cours (hors opérations et hors crédits reports)	352 000	88 000

La Commission Finances, réunie le 27 novembre 2024, a émis un avis favorable.

Les crédits seront prévus au budget primitif 2025.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager et à mandater les dépenses d'investissement 2025 dans la limite des crédits repris ci-dessus, et ce, avant le vote du budget primitif 2025,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document à intervenir.

6 – SUBVENTION 2024 AU CLUB DES GLYCINES - DCM n° 20241210-6

Mme Catherine JACQUOT présente ce point.

Le dossier de demande de subvention 2024 de l'association du Club des Glycines est arrivé hors délai en raison du décès de sa Présidente.

Au vu de cette circonstance exceptionnelle et afin de ne pas pénaliser cette association, il est proposé au conseil municipal de lui verser la subvention 2024. Le montant demandé est de 200 euros.

La Commission Finances, réunie le 27 novembre 2024, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés, **AUTORISE** le versement de la subvention 2024 d'un montant de 200 euros au club des Glycines.

7 – MISE EN PLACE DU NOUVEAU REGIME INDEMNITAIRE POUR LA POLICE MUNICIPALE – INDEMNITE SPECIALE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT (ISFE) - DCM n° 20241210-7

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L 714-1 et L 714-4 à L 714-13,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu la délibération en date du 11 décembre 2019, instaurant le régime indemnitaire de la filière sécurité, l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions et l'indemnité d'administration et de technicité,

Monsieur Le Maire expose qu'en application de l'article L.714-13 du Code général de la fonction publique, les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes-champêtres bénéficient d'un régime indemnitaire spécifique qui ne relèvent pas du régime indemnitaire général dénommé « RIFSEEP » attribué aux autres cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.

Or, un nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale a été institué par le décret n°2024-614 du 26 juin 2024. Il prend la dénomination d'I.S.F.E. (indemnité spéciale de fonction et d'engagement).

Les dispositions du décret répondent à la volonté de simplifier et rendre plus attractif le régime indemnitaire des policiers municipaux et gardes-champêtres, lesquels exercent des métiers en tension.

Par ailleurs l'I.S.F.E. a pour objet de s'harmoniser avec le R.I.F.S.E.E.P. dont bénéficient les autres agents de la fonction publique territoriale.

Enfin, l'I.S.F.E. amène à faire disparaître l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.) ainsi que l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions (I.S.M.F.), deux régimes indemnitaires, dont bénéficiaient jusqu'ici les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale.

Au regard de ces éléments, la collectivité souhaite instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement et abroger la délibération instaurant l'indemnité d'administration et de technicité (IAT) et l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions (ISMF).

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement selon les conditions suivantes :

Article 1 : Les bénéficiaires de l'ISFE

Les bénéficiaires de l'ISFE sont les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois suivants :

- chefs de service de police municipale
- agents de police municipale

Article 2 : La part fixe de l'ISFE

Le montant de la part fixe de l'ISFE est déterminé en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension le taux individuel suivant :

- 32 % pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;
- 30 % pour le cadre d'emplois des agents de police municipale ;

La part de l'ISFE est versée mensuellement.

Les modalités de maintien de la part fixe de l'ISFE durant certaines situations de congés et périodes sont fixées comme suit :

Type de congé	Sort de la part fixe de l'ISFE
- service à temps partiel pour raison thérapeutique - période de préparation au reclassement - congé d'invalidité temporaire imputable au service - congé annuel - congé de maladie ordinaire - congé de maternité - congé de naissance - congé pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption - congé d'adoption - congé de paternité et d'accueil de l'enfant	Maintien dans les mêmes proportions que le traitement
- congé de longue maladie - congé de grave maladie	Maintien à hauteur de - 33 % la première année - 60 % la deuxième et la troisième année <i>(Cependant, lorsque l'agent est placé en congé de longue ou grave maladie à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie lui demeurent acquises.)</i>
- congé de longue durée	Suspension <i>(Cependant, lorsque le fonctionnaire est placé en congé de longue durée à la suite d'une période de congé de longue maladie rémunérée à plein traitement, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de longue maladie lui demeurent acquises.)</i>

Article 3 : La part variable de l'ISFE

Le montant de la part variable de l'ISFE est déterminé par l'autorité territoriale dans la limite des plafonds suivants :

- 7 000 € pour le cadre d'emplois des chefs de service police municipale,
- 5 000 € pour le cadre d'emplois des agents de police municipale.

Le montant de la part variable de l'ISFE est déterminé annuellement à partir de l'engagement professionnel et de la manière de servir des agents attestés par :

- la valeur professionnelle de l'agent telle qu'elle est appréciée à l'issue de l'entretien professionnel,
- les résultats professionnels obtenus par le fonctionnaire eu égard aux objectifs qui lui ont été assignés et aux conditions d'organisation et de fonctionnement du service dont il relève,

La part variable de l'ISFE est versée mensuellement dans la limite de 50 % du plafond. Elle pourra être complétée d'un versement annuel sans que la somme des versements dépasse ce même plafond.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2025.

Le Comité Social Territorial réuni le 26 novembre 2024 a émis un avis favorable.

La Commission Personnel réunie le 27 novembre 2024 a émis un avis favorable.

Considérant le besoin d'attribuer un régime indemnitaire aux policiers municipaux qui exercent leurs missions au sein de la collectivité, le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés, **DECIDE** d'instaurer le nouveau régime indemnitaire : indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE), pour la police municipale à compter du 1^{er} janvier 2025.

8 – REGIME DE MAINTIEN DES PRIMES ET INDEMNITES DES AGENTS DANS CERTAINES SITUATIONS DE CONGES (INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE) - DCM n° 20241210-8

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction public et notamment ses articles L 714-1 et L 714-4 à L 714-13,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 relatif au régime de certains congés pour raison de santé des fonctionnaires et des agents contractuels de l'Etat,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération modificative en date du 30 janvier 2024 concernant la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP).

Considérant que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat,

Considérant que les employeurs territoriaux sont tenus d'appliquer les conditions de modulation ou de suppression d'une prime pendant les absences dès lors qu'un texte prévoit ; qu'il en va notamment ainsi pour les congés de maternité, naissance, pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant, pour lesquels l'article L.714-6 du Code Général de la Fonction Publique imposent que les primes soient maintenues dans les mêmes proportions que le traitement ;

Considérant qu'en l'absence de dispositions spécifiques, il appartient à la collectivité de déterminer les modalités de maintien des primes en cas d'absences ; que dans ce cas, compte tenu du principe de parité, ces modalités ne doivent pas être plus favorables que celles prévues dans la Fonction Publique de l'État par le décret n°2010-997 du 26 août 2010 ;

Afin de suivre l'évolution législative et réglementaire, Monsieur le maire propose de compléter la délibération en date du 30 janvier 2024 de la façon suivante :

Les modalités de maintien de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise durant certaines situations de congés et périodes sont fixées comme suit :

Type de congés/périodes	Sort de l'IFSE
<ul style="list-style-type: none"> - service à temps partiel pour raison thérapeutique - période de préparation au reclassement - congé d'invalidité temporaire imputable au service - congé annuel - congé de maladie ordinaire - congé de maternité - congé de naissance - congé pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption - congé d'adoption - congé de paternité et d'accueil de l'enfant 	Maintien dans les mêmes proportions que le traitement
<ul style="list-style-type: none"> - congé de longue maladie - congé de grave maladie 	Maintien à hauteur de : - 33 % la première année - 60 % les deuxième et troisième années <i>(Cependant, lorsque l'agent est placé en congé de longue ou grave maladie à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie lui demeurent acquises.)</i>
<ul style="list-style-type: none"> - congé de longue durée 	Suspension <i>(Cependant, lorsque le fonctionnaire est placé en congé de longue durée à la suite d'une période de congé de longue maladie rémunérée à plein traitement, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de longue maladie lui demeurent acquises.)</i>

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/01/2025

Le Comité Social Territorial réuni le 26 novembre 2024 a émis un avis favorable.

La Commission Personnel réunie le 27 novembre 2024 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés, **APPROUVE** les modalités de maintien de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise durant certaines situations de congés et périodes comme fixées dans le tableau ci-dessus.

9 – AVANCEMENT DE GRADE – CREATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES - DCM n° 20241210-9

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'article L 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du comité social territorial.

Monsieur le Maire expose que dans le cadre des avancements de grade 2025, il est proposé :

- d'accepter la promotion de 3 agents à compter des dates indiquées,
- de supprimer les emplois d'origine dès la date effective de l'avancement.

Le tableau des créations de postes, au titre des avancements de grade s'établit comme suit :

Suppression de postes	Date de création	Création de postes	Motifs
Attaché	01/01/2025	Attaché principal	Conditions statutaires
Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques	01/02/2025	Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques, principal de 2 ^e classe	Conditions statutaires
Technicien principal de 2 ^e classe	01/01/2025	Technicien principal de 1 ^{ère} classe	Conditions statutaires

Le Comité Social Territorial réuni le 26 novembre 2024 a émis un avis favorable.

La Commission Personnel réunie le 27 novembre 2024 a émis un avis favorable.

Les crédits nécessaires seront prévus au budget 2025.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** la création des emplois décrits dans le tableau ci-dessus à compter des dates indiquées ainsi que la suppression des emplois d'origine dès la date effective de l'avancement.
- **AUTORISE** le maire ou son représentant à signer tout document à intervenir.

10 – SUPPRESSIONS DE POSTES - DCM n° 20241210-10

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Monsieur le Maire rappelle la nécessité de mettre à jour le tableau des effectifs et notamment de supprimer les postes non pourvus.

Il propose les suppressions des postes suivants au sein des Services municipaux :

1 poste d'adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	Recrutement sur un autre grade suite à promotion interne DCM en date du 05/03/2024
1 poste d'adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	Retraite au 1 ^{er} juillet 2024
1 poste d'adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	Décès de l'agent au 22/10/2024
1 poste d'agent de maîtrise principal	Mise en disponibilité pour convenances personnelles le 01/04/2023
1 poste d'agent de maîtrise principal	Retraite au 1 ^{er} juillet 2024
1 poste d'agent de maîtrise	Recrutement sur un autre grade suite à un avancement de grade DCM en date du 12/12/2023
1 poste d'adjoint technique	Retraite au 30/09/2023
1 poste d'adjoint technique à 30 heures	Nomination sur un poste d'adjoint technique à temps complet au 16/10/2024 DCM en date du 15/10/2024
1 poste d'Educateur de Jeunes Enfants	Rupture anticipée de contrat à l'initiative de l'agent
1 poste d'auxiliaire de puériculture de classe normale	Mise en disponibilité pour convenances personnelles le 02/05/2023
1 poste d'adjoint d'animation principal 1 ^{ère} classe	Retraite au 1 ^{er} janvier 2025
1 poste d'adjoint d'animation principal 2 ^e classe	Mise en disponibilité pour convenances personnelles le 28/08/2024

Le Comité Sociale Territorial réuni le 26 novembre 2024 a émis un avis favorable.

La Commission du Personnel réunie le 27 novembre 2024 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** les suppressions des emplois comme indiqués dans le tableau ci-dessus,
- **AUTORISE** le maire ou son représentant à signer tout document à intervenir.

11 – ASSIETTE, DEVOLUTION ET DESTINATION DES COUPES DE BOIS - DCM n° 20241210-11

M. Nicolas PIERGUIDI présente ce point.

Monsieur le Maire expose que la mise en valeur et la protection de la forêt communale sont reconnues d'intérêt général. La forêt communale de SELONCOURT d'une surface de 227,97 ha étant *susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution*, elle relève du Régime forestier.

Cette forêt est gérée suivant un aménagement approuvé par le Conseil municipal et arrêté par le préfet. Conformément au plan de gestion de cet aménagement, l'agent patrimonial de l'ONF propose, chaque année, les coupes et les travaux pouvant être réalisés pour optimiser la production de bois, conserver une forêt stable, préserver la biodiversité et les paysages.

La mise en œuvre du Régime forestier implique pour la commune, des responsabilités et des obligations notamment la préservation du patrimoine forestier et l'application de l'aménagement qui est un document s'imposant à tous.

En conséquence, il invite le Conseil municipal à délibérer sur la présentation d'assiette des coupes 2025 puis sur la dévolution et la destination des produits issus des coupes de bois réglées, des coupes non réglées des parcelles forestières et des chablis.

Considérant l'aménagement en vigueur et son programme de coupes ;

Considérant le tableau d'assiette des coupes présenté par l'ONF pour l'année 2025 ;

Considérant l'engagement dans les ventes groupées de bois par contrats d'approvisionnement pluriannuels signée entre la commune et l'ONF le 15/10/2024 ;

Considérant l'avis de la commission « Environnement » formulé lors de sa réunion du 18/11/2024.

1. Assiette des coupes pour l'année 2025

En application de l'article R.213-23 du code forestier et conformément au programme des coupes de l'aménagement forestier, l'agent patrimonial de l'ONF présente pour l'année 2025, l'état d'assiette des coupes **annexé à la présente délibération**.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** l'état d'assiette des coupes 2025 et demande à l'ONF de procéder à la désignation des coupes qui y sont inscrites ;
- **AUTORISE** le Maire à signer tout document afférent.

2. Dévolution et destination des coupes et des produits de coupes

2.1 Cas général :

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **DECIDE** de vendre les coupes et les produits de coupes des parcelles comme suit :

Dénomination du chantier forestier	Produits prévus	Exploitation Groupée (3)		Ventes Publiques (1)		Délivrance pour l'affouage
		Vente en contrat	Vente en concurrence	Vente Bloc	Vente en futaie affouagère (2)	
1i	BO et BIBE Feuillus	X				
4i	BO et BIBE Feuillus			X		
5i	BO et BIBE Feuillus			X		
8j	BIBE Feuillus					X
13a	BO				X	
	BIBE Feuillus					X
17rl	BO et BIBE Feuillus			X		
19rl	BO et BIBE Feuillus			X		
30a	BO et BIBE Résineux	X				
	BO Feuillus	X				
	BIBE Feuillus					X
30j	BIBE Feuillus					X
33a	BO et BIBE Résineux	X				
	BO Feuillus	X				
	BIBE Feuillus					X

(1) Pour les lots de plus de 3 000 € vendus en adjudication et payés comptant, les clauses générales de vente prévoient un escompte de 2 % pour les coupes vendues en bloc et sur pied et de 1% pour les autres coupes. Si la commune refuse l'escompte, elle devra prendre une délibération spécifique.

- Pour les futaies affouagères **(2)**, décide les découpes suivantes :
☒ standard ☐ aux hauteurs indiquées sur les fûts ☐ autres :
- Pour les contrats d'approvisionnement (3), donne son accord pour qu'ils soient conclus par l'ONF qui reversera à la commune la part des produits nets encaissés qui lui revient, à proportion de la quotité mise en vente, déduction faite des frais liés au recouvrement et au reversement du produit de la vente, dont le montant est fixé à 1 % des sommes recouvrées, conformément aux articles L.214-7, L.214-8, D.214-22 et D.214-23 du Code forestier ;

Nota : La présente délibération vaut engagement de vendeur aux conditions passées entre l'ONF et les acheteurs concernés ; la commune sera informée de l'identité des acheteurs et des conditions de vente au plus tard 15 jours avant le lancement des travaux d'exploitation.

- Pour les contrats d'approvisionnement (3), décide d'exploiter les coupes : En exploitation groupée gérée par l'ONF via une convention d'exploitation groupée pour les parcelles : 1i, 30a, 33a
 - **AUTORISE** le Maire à signer tout document afférent.

2.2 Vente simple de gré à gré :

2.2.1 Chablis :

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **DECIDE** de vendre les chablis de l'exercice sous la forme suivante :

☒ en bloc et
sur pied

☐ en bloc et
façonnés

☐ sur pied à la
mesure

☒ façonnés à la
mesure

- ☒ Souhaite une vente de gré à gré sous forme d'accord cadre ou par intégration dans un contrat d'approvisionnement existant ;

- **AUTORISE** le Maire à signer tout document afférent.

2.3 Délivrance à la commune pour l'affouage :

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **DESTINE** le produit des coupes des parcelles suivantes à l'affouage ;

Mode de mise à disposition	Sur pied	Bord de route
Parcelles	8j, 13a, 30a, 30j, 33a	

- **AUTORISE** le Maire à signer tout autre document afférent.
- **PRECISE** qu'une délibération spécifique à l'affouage arrête son règlement, le rôle d'affouage, le montant de la taxe et les délais d'exploitation et de vidange, et désigne les trois bénéficiaires solvables (garants).



Direction Territoriale Franche-Comté
Agence Nord Franche-Comté
UT Montbeliard - Pont de Roi
Triage Herimoncourt

ETAT d'ASSIETTE des COUPES pour 2025

COMMUNE de **SELONCOURT**

Je vous prie de trouver ci-dessous, en application de l'article R.231-23 du Code Forestier et de l'article 12 de la Charte de la forêt communale, la liste des parcelles proposées à l'Etat d'Assiette des coupes pour l'année 2025.

COUPES PROPOSEES EN 2025

Parcelle	Type de coupe	Surface à parcourir (ha)	Volume commercial prévisionnel (m3) (1)			Mode de commercialisation proposé
			Volume résineux	Volume feuillus	Volume total	
1_i	IRR (Irrégulière)	4,51	0	110	110	Contrat feuillus
4_i	IRR (Irrégulière)	4,46	0	100	100	Futaies affouagères
5_i	IRR (Irrégulière)	1,21	0	50	50	Futaies affouagères
8_j	E2 (Eclaircie)	5,34	0	130	130	Délivrance
13_a	AMEL (Amélioration)	4,1	0	260	260	Bloc et sur pied
17_rl	RD (Régénération Définitive)	4,55	0	150	150	Bloc et sur pied
19_rl	RS (Régénération Secondaire)	5,5	0	150	150	Bloc et sur pied
30_a	AMEL (Amélioration)	6,76	165	135	300	Contrat feuillus
30_j	E2 (Eclaircie)	2,25	0	75	75	Contrat feuillus
33_a	AMEL (Amélioration)	5,66	140	110	250	Contrat feuillus
Volumes totaux			305	1270	1575	

COUPES PERIODIQUES PREVUES PAR L'AMENAGEMENT ET REPORTEES EN RAISON DE LA CRISE SANITAIRE ET COMMERCIALE

			Volume prévisionnel (m3) (1)			
Parcelle	Type de coupe	Surface (ha)	Résineux	Feuillus	Total	Dernier passage prévu
Volumes totaux			0	0	0	

Remarques et précisions du Technicien de l'ONF et/ou du Propriétaire

Date de remise du document
Le Technicien Forestier Territorial **Sophie DUVAL**



Pris connaissance le
Visa et cachet du Représentant de la Commune

(1) Volume houppier compris dans le volume commercial (bois foré). Les menus bois sont exclus (diamètre < 7 cm)

12 – RENOVATION ENERGETIQUE DE LA SALLE POLYVALENTE – PLAN DE FINANCEMENT STADE AVANT-PROJET DEFINITIF - DCM n° 20241210-12

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Monsieur le Maire expose

Par délibération n°8 du 09 avril 2024, vous aviez approuvé le plan de financement au stade Esquisse.

Les études, réalisés par le groupement de maîtrise d'œuvre ITINERAIRES ARCHITECTURE ont avancé depuis, et il est nécessaire d'arrêter le nouveau plan de financement au stade Avant-Projet Définitif (A.P.D.).

Le plan de financement serait le suivant :

Co-financeurs		Dépenses subventionnables		Taux	Subventions escomptées €		%	
							Sur total H.T. 1 260 000 €	Sur total T.T.C.
DEPARTEMENT DU DOUBS	P@C25 - VOLET B Soutien à la vie local	200 000,00	Plafonds des travaux à 200 000 €	30%	60 000,00	120 000,00	4,76%	3,97%
		300 000,00	Bonification pour la tranche de dépenses comprises entre 200 000 € et 500 000 €	20%	60 000,00		4,76%	3,97%
ETAT	D.S.I.L.	1 260 000,00	Totalité de l'opération	30%	378 000,00		30,00%	25,00%
REGION B.F.C.	Accompagner les territoires dans l'adaptation au changement climatique	1 260 000,00	Totalité de l'opération	40%	504 000,00		40,00%	33,33%
TOTAL SUBVENTIONS ESCOMPTEES					1 002 000,00		79,52%	66,27%
MONTANT SOLDE T.T.C. FONDS LIBRES VILLE DE SELONCOURT					510 000,00		20,48%	33,73%
TOTAL DE L'OPERATION T.T.C.					1 512 000,00		100%	

La Commission « Bâtiments – Patrimoine – Cimetière », réunie le 28 novembre 2024, a émis un avis favorable

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** le plan de financement stade A.P.D. exposé,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter une subvention au DEPARTEMENT DU DOUBS, à l'ETAT, et à la REGION B.F.C,
- **S'ENGAGE** à prendre en charge le financement des organismes cités qui ne répondraient pas à hauteur de la subvention prévue et demandée,
- **S'ENGAGE** à réaliser les travaux dans les 2 ans à compter de la date de notification de la décision attributive de subvention,
- **DEMANDE** l'autorisation de commencer les travaux avant réception des décisions attributives de subventions,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir.

13 – CONSTRUCTION D'UN BATIMENT PLURIDISCIPLINAIRE RUE DE L'ECOLE DE BERNE – PLAN DE FINANCEMENT STADE AVANT-PROJET DEFINITIF - DCM n° 20241210-13

M. Daniel BUCHWALDER présente ce point.

Monsieur le Maire expose

La Ville a projeté la construction d'un bâtiment pluridisciplinaire labellisé E4C2 (bois/paille ou béton de chanvre) de 200m² sis 4 rue de l'Ecole de Berne.

Par délibération n°3 du 05 mars 2024, vous aviez approuvé le plan de financement prévisionnel de l'opération d'un montant de 666 666.67 € H.T.

Les études, réalisés par le groupement de maîtrise d'œuvre DUFFING ont avancé depuis, et il est nécessaire d'arrêté le nouveau plan de financement au stade Avant-Projet Définitif (A.P.D.).

Travaux stade A.P.D. :	700 522.00 € H.T.
Mobilier :	32 276.82 € H.T.
Soit	732 798.82 € H.T. soit 879 358.58 € T.T.C

Le plan de financement serait le suivant :

Co-financeurs		Dépenses subventionnables		Taux	Subventions escomptées €		%		
							Sur total H.T. 732 798,82	Sur total T.T.C.	
DEPARTEMENT DU DOUBS	P@C25 - VOLET A	350 261,00 €	travaux : part périscolaire/ restauration scolaire soit 50%	14,28%	50 000,00		6,82%	5,69%	
PMA	Fonds de concours	700 522,00	Travaux	1,43%	10 000,00		1,36%	1,14%	
REGION	Conforter l'attractivité par le développement de l'offre de services à la population	700 522,00	Travaux	19,27%	135 000,00		18,42%	15,35%	
CAF	P.I.A.J.E. E.A.J.E. (MICRO CRECHE)	350 261,00	375 165,97	Travaux	59,97%	225 000,00	30,70%	25,59%	
		24 904,97		Mobilier micro crèche					
	A.L.S.H. (PERISCOLAIRE)	350 261,00	357 632,85	Travaux	46,39%	162 500,00	166 185,93	22,18%	18,48%
		7 371,85		Mobilier Périscolaire	50,00%	3 685,93		0,50%	0,42%
TOTAL SUBVENTIONS ESCOMPTEES					586 185,93		79,99%	66,66%	
MONTANT SOLDE T.T.C. FONDS LIBRES VILLE DE SELONCOURT					293 172,66		40,01%	33,34%	
TOTAL DE L'OPERATION T.T.C.					879 358,58		100%		

La subvention de Pays de Montbéliard Agglomération dans le cadre des fonds de concours a déjà été attribuée.

La Commission « Bâtiments – Patrimoine – Cimetière », réunie le 28 novembre 2024, a émis un avis favorable

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITE** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** le plan de financement stade A.P.D. exposé,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter une subvention au Département du Doubs, à la Région B.F.C, et à la Caisse d'Allocations Familiales du Doubs,
- **S'ENGAGE** à prendre en charge le financement des organismes cités qui ne répondraient pas à hauteur de la subvention prévue et demandée,
- **S'ENGAGE** à réaliser les travaux dans les 2 ans à compter de la date de notification de la décision attributive de subvention,
- **DEMANDE** l'autorisation de commencer les travaux avant réception des décisions attributives de subventions,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir.

14 – DECLARATION DU LINEAIRE DE LA VOIRIE COMMUNALE POUR LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT - DCM n° 20241210-14

M. Patrick LIEGEART présente ce point.

Le mode de calcul de la Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) s'appuie en particulier sur le critère concernant la longueur de la voirie Communale obligeant une déclaration chaque année auprès de la Préfecture.

Par Délibération n°8 du 30 janvier 2024, le Conseil Municipal a décidé l'intégration dans le domaine public communal les parcelles suivantes :

SITUATION		REFERENCE CADASTRALE	METRES LINEAIRES	
Lotissement « Le Clos Champêtre »	Rue du Maquis du Lomont	AP 178	290 ml	686 ml
		AR 461		
		AR 413		
	Rue des Champs au Prêtre	AP 178	396 ml	

Il convient donc d'actualiser le tableau d'inventaire des voiries.

La délibération n°13 du 12 décembre 2023 a fixé la longueur de voirie communale à 40 436 mètres linéaires.

Le nouveau total est le suivant :

- La nouvelle longueur de voirie : 41 122 ml

La Commission « Voirie », réunie le 25 novembre 2024, a émis un avis favorable

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** le linéaire de voirie communale à 41 122 mètres linéaires,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à déclarer ce nouveau linéaire auprès des services de la Préfecture pour le calcul de la D.G.F.,
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer tout document à intervenir.



VILLE DE SELONCOURT
LONGUEUR VOIRIE COMMUNALE AU 10/12/2024

SITUATION	DOMAINE PUBLIC COMMUNAL			
	REFERENCE CADASTRALE	RUE	CHEMIN PIETON	PLACE OU AIRE DE STATIONNEMENT
		ml		
Rue André Beucier		480		
Rue des Casernes		610		
Rue sur la Broche		90		
Rue de l'Ecole		105		
Rue des Roses		125		
Rue des Sapins		100		
Rue de la Côte		910		
Rue Bas de Boutonneret		230		
Rue Gustave Courbet		760		
Rue Eugène Delacroix		600		
Chemins piétons Delacroix			485	
Impasse Degas		130		
Rue Picasso		130		
Rue Manet		640		
Chemins piétons Manet			30	
Rue Cézanne		230		
Impasse Gauguin		115		
Chemin piéton Gauguin			75	
Rue André Parrot		215		
Rue des Prés		700		
Rue des Vergers		330		
Chemin piéton Vergers			76	
Rue du Clair Soleil		220		
Rue des Chalets		430		
Chemin piéton Chalets			28	
Rue des Jardins		445		
Rue des Oiseaux		96		
Chemin piéton Oiseaux			25	
Rue de la Chenevière		280		
Rue du Bannot		1 102		
Impasse du Bannot		71		
Rue Hector Berlioz		331		
Rue Georges Bizet		235		
Rue Jean-Philippe Rameau		45		
Rue Maurice Ravel		90		
Rue Claude Debussy		100		
Parking Debussy				51
Rue de Paupin		650		
Chemins piétons Paupin			155	
Rue Georges Cuvier		445		
Chemin piéton Cuvier			42	
Rue des Combes		655		

SITUATION	DOMAINE PUBLIC COMMUNAL			
	REFERENCE CADASTRALE	RUE	CHEMIN PIETON	PLACE OU AIRE DE STATIONNEMENT
		ml		
Rue des Sources		627		
Impasse de la Doue		85		
Rue des Roches		150		
Rue Viette		350		
Rue du Centre		92		
Passage de la Gasse			47	
Places Vermot et Fischer				407
Rue du Château d'Eau		485		
Rue du Presbytère		56		
Rue sous les Chênes		372		
Rue sous Gros Bols		500		
Rue Neuve		945		
Impasse Randruya		75		
Rue de Lalanne		180		
Rue de la Pâle		1 260		
Rue de l'Industrie		240		
Rue des Bessots		225		
Parking des Bessots				81
Rue des Noyers		140		
Rue Espérance		127	27	
Rue des Essarts		290		
Rue de Berne		920		
Rue du Général Lederc		870		
Rue d'Audincourt		966		
Rue des Saules		155		
Rue du Coteau Clerc		136		
Rue des Vignottes		1 101		
Rue derrière le Château		260		
Parking derrière le Château		524		
Parking Leclerc (CA)		48		
Parking Leclerc (opticien)		37		
Parking Leclerc (opticien)		10		
Rue de la Fonderie		175		
Rue de Dasle		1 880		
Rue Blanchard		310		
Rue de Vandoncourt		1 750		
Rue de Charmois		420		
Rue des Acacias		591		
Rue Combe Guenot		224		
Rue de la Mélenne		930		
Rue des Cerisiers		325		
Rue des Bleuets		230		
Rue des Lilas		105		
Rue des Violettes		105		
Rue des Eglantines		105		
Rue des Carrières		470		

SITUATION	DOMAINE PUBLIC COMMUNAL			
	REFERENCE CADASTRALE	RUE	CHEMIN PIETON	PLACE OU AIRE DE STATIONNEMENT
Rue Ecole de Berne		138		
Rue des Minimés		557		
Rue des Cités		127		
Rue sous les Vignes		248		
Parking Centre Culturel				213
		31 611	990	752
sous total		33 353		
Parking La lanne	AM 640			76
	AM 643			
	AM 644			
Rue de la Pâle	AV 274	1 260		
	AV 276			
	AV 278			
	AV 280			
	AV 282			
	AV 284			
Rue des Longeraies	AV 68	187		
	AV 639			
Impasse d'Audincourt	AB 518	150		
	AB 521			
	AB 525			
	AB 527			
	AB 529			
	AB 531			
	AB 533			
Impasse Vignottes (haute)	AD 424	142		
	AD 426			
	AD 428			
	AD 430			
	AD 434			
	AD 436			
	AD 438			
	AD 440			
	AD 442			
	AD 444			
	AD 446			
	AD 448			
Impasse Vignottes (basse)	AD 510	100		
	AD 511			
	AD 512			
	AD 207			
	AD 520			
	AD 521			
Rue Alfred Foct	AD 461	167		
Rue du Muguet	AL 669	323		
	AL 453			
Rue des Minimés	AL 652	185		
Parking Mognetti	AM 732			315

CM 12 12 2017

SITUATION	DOMAINE PUBLIC COMMUNAL			
	REFERENCE CADASTRALE	RUE	CHEMIN PIETON	PLACE OU AIRE DE STATIONNEMENT
Chemin piéton Magnetti	AM 733		153	
Rue Viette prolongée	AT 636	133		
Parking rue Viette prolongée	AT 636			45
Parking Cimetière	AO 469			157
Parking Becker	AI 217			19
Aire retournement Becker	AI 215			209
Rues Becker/Quélet	AI 184	409		
Rue Quélet	AI 195	52		
	AI 197			
Rue Marcel Aymé	AN 296	90		
	AN 302			
Rue Louis Pergaud	AN 257	120		
	AN 272			
	AN 528			
Aire retournement Pergaud	AN 284			16
Rue René-Jacques Lovy	AN 311	442		
	AN 335			
	AN 336			
Rue de l'Aubépine	AL 598	192		
	AL 602			
	sous totaux	3 952	153	837
sous total 2017	4 942			
Place Ambroise Croizat	AM 746			781
Partie rue Becker	AI 216	2		
	sous totaux	783		
TOTAL 2018	39 078			
Parking rue des Ecoles	AS 564			49
Rue Neuve	AM 569	0		
	AM 570			
	sous totaux	0	0	49
TOTAL 2019		39 127		
Parking rue de Berne	AL696			238
	sous totaux	0	0	238
Rue eugène PETIT	AN 414	250		
	AN 407			
	AN 412	90		
	AN 413			
	sous totaux	340	0	0
Rue Jean-Pierre PEUGEOT	AB 639	140		
	AB 644	75		
	AB 621	2		
	sous totaux	217	0	0
TOTAL 2020		39 922		

SITUATION	DOMAINE PUBLIC COMMUNAL				
	REFERENCE CADASTRALE	RUE	CHEMIN PIETON	PLACE OU AIRE DE STATIONNEMENT	
Impasse Randruya	AN 224	10			CM 14/12/2021
	<i>sous totaux</i>	10	0	0	
Rue des Pruniers	AP 74	74			
	AP 103	97			
	AP 112	87			
	AP 104	40			
	AP 113	36			
	<i>sous totaux</i>	334	0	0	
Rue Marcel Aymé	AN 357	77			
	<i>sous totaux</i>	77			
Rue du Centre	AT 120			31	
	<i>sous totaux</i>	0	0	31	
TOTAL 2021		40 374			
Rue Manet	AS 417	92			CM 16/12/2022
	<i>sous totaux</i>	92	0	0	
Chemin piéton impasse Gauguin	AT 572		-38		
	AT 573		-37		
	<i>sous totaux</i>	0	-75	0	
Rue des Oiseaux	AT 741	-25			
<i>sous totaux</i>	-25	0	0		
TOTAL 2022		40 366			
Rue du Général Leclerc - Aux recourbes	AM747	70			CM 12/12/2023
<i>sous totaux</i>	70	0	0		
TOTAL 2023		40 436			
Rue du Maquis du Lomont	AP 178	290			CM 10/12/2024
	AR461				
	AR413				
Rue des Champs au Prêtre	AP178	396			
<i>sous totaux</i>	686	0	0		
TOTAL 2024		41 122			

Seloncourt, le 10 décembre 2024

Le Maire

Daniel BUCHWALDER

15 – REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE SELONCOURT - DCM n° 20241210-15

M. Mathieu GAGLIARDI présente ce point.

Le Plan Local d'Urbanisme de Seloncourt a été approuvé le 28 janvier 2014.

Il a, depuis son approbation, fait l'objet de 5 procédures d'évolution : 4 modifications de droit commun et 1 révision allégée. Ces différentes procédures ont principalement porté sur des modifications de règlement et de zonage ainsi que sur des changements apportés aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et n'ont pas permis d'actualiser le document avec les évolutions réglementaires et législatives.

En effet, depuis 2014, le contexte législatif national a fortement évolué et renouvelé les exigences réglementaires qui s'imposent aux PLU, notamment en matière de prise en compte des enjeux environnementaux et de consommation d'espaces.

Localement, plusieurs documents de planification sont venus préciser ces enjeux : le Programme Local de l'Habitat (PLH) approuvé fin 2020 et le SCoT du Pays de Montbéliard approuvé le 16 décembre 2021. Ces documents fixent de nouvelles orientations d'aménagement et de développement avec lesquelles les documents d'urbanisme doivent être compatibles.

Le PLU de Seloncourt apparaît aujourd'hui incompatible vis-à-vis des documents de planification supérieurs et notamment vis-à-vis du SCoT de PMA. Cette incompatibilité réside à la fois dans :

- un objectif de croissance démographique inscrit dans le PADD du PLU ce qui est proscrit dans le SCoT de PMA;
- la définition de besoins de développement résidentiels qui sont de fait surdimensionnés vis-à-vis du poids démographique de la commune et de l'objectif de stabilisation fixé par le SCoT à l'échelle de PMA ;
- le dimensionnement de zones de développement urbain potentiellement important en termes de surface et de consommation foncière d'espaces naturels agricoles et forestiers (ENAF) ;
- l'absence d'analyse des potentiels fonciers en densification et en mutation.

Au regard de ces critères, le PLU de Seloncourt ne permet pas la bonne mise en œuvre du SCoT de PMA et des documents cadres de la planification.

C'est dans ce contexte de renouvellement des documents cadre de la planification et avec la volonté de développer un projet communal cohérent avec les dynamiques territoriales, que la municipalité de Seloncourt envisage une révision de son document d'urbanisme, dont les objectifs sont les suivants :

- Aménagement et urbanisme
 - Mettre en compatibilité le PLU avec le nouveau cadre réglementaire (lois et documents supérieurs de planification) ;
 - Maîtriser l'étalement urbain et l'organisation spatiale communale, afin de permettre un développement raisonné et harmonieux de la commune, y compris en redéfinissant l'affectation des sols, le cas échéant, en application des dispositions de la « Loi Climat et Résilience » promulguée le 22 août 2021 ;
 - Poursuivre les actions en faveur de la densification du tissu urbain et la mobilisation des espaces mutables dans le centre-ville, tout en préservant le cadre de vie des habitants ;
 - Maintenir la zone d'activités économiques secondaire « Béchamps Perreret-Dessous ».
- Habitat, patrimoine, équipement
 - Préserver le patrimoine bâti local notamment du centre ancien (rue du Général Leclerc, place du 8 mai, rue Viette, rue de la Pâle, château Peugeot) ;
 - Promouvoir la diversification des logements et les formes urbaines moins consommatrices d'espaces ;
 - Veiller à l'équilibre et à la diversité des équipements, des services et des commerces en lien avec les besoins de la population.
- Environnement et paysage
 - Préserver les espaces naturels, les continuités écologiques (trames verte, bleue et brune) et la biodiversité ;
 - Préserver les éléments de paysage remarquables présents au sein de l'enveloppe urbaine.
- Mobilités et déplacements
 - Favoriser les déplacements doux en s'appuyant sur les nouvelles mobilités plus respectueuses de l'environnement ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 103-2 à L. 103-6, L. 132-1 à L. 132-16, L. 153-31 à L. 153-35 et R. 153-1 à R. 153-22 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 28 janvier 2014 ;

Vu le Schéma de Cohérence territoriale du Pays de Montbéliard, approuvé par délibération du 16 décembre 2021 ;

Considérant que le PLU de Seloncourt nécessite, 10 ans après son entrée en vigueur, d'être révisé ;

Le Conseil Municipal, l'exposé du Maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** des voix présentes et représentées,

DECIDE :

Article 1 – Bilan de l'analyse de la compatibilité du PLU avec le SCoT

De rappeler l'incompatibilité du PLU de Seloncourt avec le SCoT du Pays de Montbéliard ;

Article 2 – Prescription de la révision du PLU

De prescrire la révision du Plan Local d'Urbanisme de la Commune ;

Article 3 – Objectifs poursuivis

D'engager la révision du PLU de Seloncourt en s'appuyant sur les objectifs exprimés ci-dessus ;

Article 4 – Modalités de concertation avec le public

De préciser les modalités de concertation en application de l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme. La révision du PLU fait l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et autres personnes concernées, selon les modalités suivantes :

- Deux réunions publiques seront organisées pour présenter :
 - o le diagnostic, les premières grandes questions qu'il soulève pour l'urbanisation de la commune et le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et ses principales orientations d'aménagement,
 - o le projet de zonage/règlement et les secteurs à Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

La date de ces réunions en sera publiée par les moyens habituels, en temps utile.

- Des informations régulières seront publiées au fur et à mesure de l'avancement de la démarche dans le bulletin municipal et/ou sur le panneau d'affichage numérique de la commune et/ou sur le site internet de la commune ;
- Un registre de concertation préalable sera disponible au format papier en mairie aux heures d'ouvertures habituelles, permettant au public de formuler ses observations et propositions, jusqu'à l'arrêt du PLU par le Conseil Municipal ;

A la discrétion de la municipalité, d'autres moyens de concertation supplémentaires pourront être mis en place pour partager sur la démarche (ex : une adresse mail spécifique pour permettre au public de formuler ses observations et propositions).

A l'issue de la concertation, le bilan de la concertation sera adressé au regard des observations émises et sera présenté au Conseil Municipal qui en délibérera.

Article 5 – Modalités d'association des personnes publiques associées

- De demander à Monsieur le Préfet du Doubs de définir avec le Maire les modalités d'association de l'État à la révision du PLU, et de faire connaître les services de l'État qui, à ce titre, seront associés à cette révision ;
- De demander aux Présidents du Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté, du Département du Doubs, de la Chambre de Commerce et d'Industrie Saône-Doubs, de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Doubs, de la Chambre Interdépartementale d'Agriculture du Doubs – Territoire de Belfort, de la communauté d'agglomération Pays de Montbéliard Agglomération, s'ils souhaitent être associés à la révision du PLU, et de désigner leurs représentants le cas échéant ;
- De consulter les communes limitrophes à leur demande, ainsi que les associations, établissements, et organismes prévus au L. 132-13 qui en auront fait la demande.

Article 6 – Autorisations au Maire

De donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant, convention concernant la révision du Plan Local d'Urbanisme et pour solliciter une dotation de l'État pour les dépenses liées à la révision du PLU, conformément à l'article L. 132-15 du code de l'urbanisme.

Article 7 – Publicité de la prescription

Conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois en Mairie et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département.

Elle pourra en outre être publiée sur le site internet de la commune.

Article 8 – Notification aux personnes publiques associées

Conformément à l'article L. 153-11 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée à :

- M. le Préfet du Doubs,
- Mme la Présidente du Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté,
- Mme la Présidente du Département du Doubs,
- M. le Président de la Communauté d'agglomération Pays de Montbéliard Agglomération, autorité compétente en matière d'organisation des transports, de Programme Local de l'Habitat et chargée de la gestion du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Montbéliard,
- M. le Président de la Chambre Interdépartementale d'Agriculture du Doubs – Territoire de Belfort,
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Saône-Doubs,
- M. le Président de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Doubs,

Et à titre informatif à :

- M. le Président du Syndicat Mixte d'Énergies du Doubs (SYDED),
- M. Guillemont de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO).

16 – MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE SELONCOURT AVEC LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT) -MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 2 - DCM n° 20241210-16

M. Mathieu GAGLIARDI présente ce point.

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Montbéliard, approuvé le 16 décembre 2021, exécutoire depuis le 21 février 2022 ;

Vu l'Ordonnance n°2020-745 du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicables aux documents d'urbanisme ;

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L. 131-4 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 janvier 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de Seloncourt. Il a ensuite fait l'objet de 5 procédures d'évolution : 4 modifications de droit commun et 1 révision allégée. Ces différentes procédures ont principalement porté sur des modifications de règlement et de zonage ainsi que sur des changements apportés aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et n'ont pas permis d'actualiser le document avec les évolutions réglementaires et législatives ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 29 janvier 2023 constatant l'incompatibilité du PLU de Seloncourt avec le SCoT du Pays de Montbéliard et validant le principe d'engager ultérieurement cette mise en compatibilité, via la procédure adaptée ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10/12/2024 décidant de prescrire une révision générale du PLU de Seloncourt ;

Considérant que la commune de Seloncourt est tenue de mettre en compatibilité son PLU avec le SCoT du Pays de Montbéliard ;

Considérant que le PLU de Seloncourt a besoin de se mettre en compatibilité avec le SCoT du Pays de Montbéliard ;

Le Conseil Municipal, l'exposé du Maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** des voix présentes et représentées,

DECIDE

Article 1 – Bilan de l'analyse du PLU avec le SCoT

De rappeler l'incompatibilité du PLU de Seloncourt avec le SCoT du Pays de Montbéliard.

Article 2 – Prescription de la modification simplifiée n°2 valant MEC du PLU avec le SCoT de PMA

De prescrire la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune.

Article 3 – Objectifs poursuivis

De préciser les objectifs poursuivis par la Commune :

- Évaluation des besoins en logements de la commune pour atteindre la stabilité démographique ;
- Évaluation des capacités de production de logements par renouvellement au sein du tissu déjà urbanisé (secteurs de mutation urbaine ; secteurs de densification) et du potentiel de résorption de la vacance ;
- Analyse multicritère des zones à urbaniser, afin de ne retenir que celles pertinentes au regard des besoins ;
- Adaptation des principes d'aménagement des zones à urbaniser faisant l'objet d'OAP (ex : OAP n°4 Boutonnerets).

Article 4 – Mise à disposition du public

D'organiser une mise à disposition du public et de définir les modalités d'organisation le cas échéant par une délibération motivée du conseil municipal. À l'issue de cette mise à disposition, le Maire en présentera le bilan devant le conseil municipal, qui en délibèrera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public.

Article 5 – Autorisations de Monsieur le Maire

D'autoriser Monsieur le Maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette procédure.

Article 6 – Notification

De notifier la présente délibération à Monsieur le Préfet et aux Personnes Publiques Associées avant la mise à disposition du public à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme.

Article 7 – Affichage

De publier la présente délibération conformément aux articles R.153-20 et suivants du Code de l'Urbanisme :

- Par un affichage en mairie durant 1 mois ;
- Par une mention insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;

17 – DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC DES PARCELLES DE TERRAIN CADASTREES AC125 A AC130 - DCM n° 20241210-17

M. Mathieu GAGLIARDI présente ce point.

Il expose qu'il convient de déclasser du domaine public dans le domaine privé communal, pour l'établissement de l'acte notarié de vente, les parcelles suivantes :

- AC 125 de 87 m² située lieu-dit « champs montants » : cession à la société NEOLIA
- AC 126 de 12 m² située lieu-dit « champs montants » : cession à la société NEOLIA
- AC 127 de 11 m² située lieu-dit « champs montants » : cession à la société NEOLIA
- AC 128 de 1 m² située lieu-dit « champs montants » : cession à la société NEOLIA
- AC 129 de 1 m² située lieu-dit « champs montants » : cession à la société NEOLIA
- AC 130 de 2 m² située lieu-dit « champs montants » : cession à la société NEOLIA

La Commission Urbanisme, réunie le 21 novembre 2024, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés, **APPROUVE** le déclassement des parcelles citées ci-dessus du domaine public dans le domaine privé communal.

18 – DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC DE LA PARCELLE DE TERRAIN CADASTREE AB695 - DCM n° 20241210-18

M. Mathieu GAGLIARDI présente ce point.

Il est proposé au Conseil Municipal de déclasser du domaine public dans le domaine privé communal la parcelle AB 695 de 147 m² située rue de l'Industrie à Seloncourt.

La Commission Urbanisme, réunie le 21 novembre 2024, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés, **APPROUVE** le déclassement de la parcelle citée ci-dessus du domaine public dans le domaine privé communal.

19 – ECHANGE DE TERRAINS SANS SOULTE : PARCELLES AB695 PROPRIETE DE LA COMMUNE ET DES PARCELLES AB195 ET AB197 PROPRIETE DE LA SOCIETE GALVANOPLAST - DCM n° 20241210-19

M. Mathieu GAGLIARDI présente ce point.

Il informe le Conseil Municipal que la commune de Seloncourt souhaite procéder à un échange de parcelles à l'embranchement rue de la Pâle et rue de l'Industrie, avec la société GALVANOPLAST, afin de régulariser l'alignement actuel.

La société GALVANOPLAST, sis au 87 rue de la Pâle, cède sans soulte à la commune les parcelles suivantes :

- AB 195 d'une superficie de 80 m²,
- AB 197 d'une superficie de 96 m²

En échange, la commune cède sans soulte à la société GALVANOPLAST, la parcelle suivante :
- AB 695 d'une superficie de 147 m².

Les frais de géomètre seront divisés à part égale entre la commune de Seloncourt et la société GALVANOPLAST.

Les frais d'actes notariés et autres frais annexes seront divisés à part égale entre la commune de Seloncourt et la société GALVANOPLAST

La Commission Urbanisme réunie le 21 novembre 2024 a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** l'échange de ces parcelles, selon les conditions définies ci-dessus ;
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer l'acte notarié ainsi que tout document à intervenir.

20 – ACQUISITION DE LA PARCELLE DE TERRAIN CADASTREE AB694 PROPRIETE DE LA SOCIETE GALVANOPLAST - DCM n° 20241210-20

M. Mathieu GAGLIARDI présente ce point.

Afin de régulariser l'alignement actuel, Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le projet d'acquisition d'une parcelle de terrain située en bordure de voirie, 87 rue de la Pâle, appartenant à la société GALVANOPLAST.

L'acquisition de cette parcelle d'une surface de 10 m², cadastrée AB 694, se fera à l'euro symbolique.

Les frais de géomètre seront divisés à part égale entre la commune de Seloncourt et la société GALVANOPLAST.

Les frais d'actes notariés et autres frais annexes seront divisés à part égale entre la commune de Seloncourt et la société GALVANOPLAST.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser l'acquisition de ce terrain.

La Commission Urbanisme réunie 21 novembre 2024, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** l'acquisition du terrain cadastré AB 694 d'une surface de 10 m² à l'euro symbolique à la société GALVANOPLAST.
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer l'acte de vente et tout document à intervenir.

21 – DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC DE LA PARCELLE DE TERRAIN CADASTREE AO494 - DCM n° 20241210-21

M. Mathieu GAGLIARDI présente ce point.

Il expose qu'il convient de déclasser du domaine public dans le domaine privé communal la parcelle AO 494 de 155 m² sise 9 rue de Paupin à Seloncourt.

Il est précisé que le reste du talus en question appartient à la commune.

La Commission Urbanisme, réunie le 21 novembre 2024, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés, **APPROUVE** le déclassement de la parcelle citée ci-dessus du domaine public dans le domaine privé communal.

22 – AUTORISATION DE VENTE DE LA PARCELLE DE TERRAIN CADASTREE N° AO494 A MADAME CATHERINE CHOISEL-ACINAS - DCM n° 20241210-22

M. Mathieu GAGLIARDI présente ce point.

Monsieur le maire expose au Conseil Municipal que Madame Catherine CHOISEL-ACINAS, domiciliée 9 rue de Paupin à SELONCOURT s'est portée acquéreur d'une parcelle de terrain jouxtant sa propriété, située à la même adresse.

La parcelle cadastrée N° AO 494 d'une surface de 1a 55ca est proposée au prix de vente de 6 € le m², soit un total de 930 €.

Les frais de bornage sont à la charge de la commune.

Les frais d'actes notariés et autres frais annexes seront à la charge de l'acquéreur.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser la vente de la parcelle cadastrée N° AO 494 au profit de Madame Catherine CHOISEL-ACINAS.

La Commission Urbanisme, réunie le 21 novembre a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé du maire entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents ou représentés,

- **APPROUVE** la vente de la parcelle cadastrée n° AO 494 d'une surface de 1a 55ca au prix de 6 € le m², d'un montant total de 930 €, à Madame Catherine CHOISEL-ACINAS,
- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente et tout document à intervenir.

**23 – ACQUISITION DE LA PARCELLE DE TERRAIN CADASTREE AB699 PROPRIETE DE LA SCI JOLIBOIS
- DCM n° 20241210-23**

M. Mathieu GAGLIARDI présente ce point.

Afin de régulariser l'alignement actuel, Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le projet d'acquisition d'une parcelle de terrain située en bordure de voirie, 2 rue des Bessots, appartenant à la SCI JOLIBOIS.

L'acquisition de cette parcelle d'une surface de 20 m², cadastrée AB 699, se fera à l'euro symbolique. Les frais d'actes notariés et autres frais annexes seront à la charge de la Commune.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser l'acquisition de ce terrain.

La Commission Urbanisme réunie 21 novembre 2024, a émis un avis favorable.

Le Conseil Municipal, l'exposé entendu, après en avoir valablement délibéré, **A L'UNANIMITÉ** de ses membres présents et représentés,

- **APPROUVE** l'acquisition du terrain cadastré AB 699 d'une surface de 20 m² à l'euro symbolique à la SCI JOLIBOIS,
- **AUTORISE** le Maire ou son Représentant à signer l'acte de vente et tout document à intervenir.

COMPTE-RENDU DES DECISIONS DU MAIRE

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, le maire rend compte des décisions qu'il a prises dans le cadre de la délégation qu'il a reçue du conseil municipal par délibération n° DCM20200609-4 du 09 juin 2020 :

Décisions prises par Monsieur le Maire ou ses Adjointes en vertu de la délégation accordée par le Conseil Municipal
par délibération du 09 JUIN 2020

Objet		Service instructeur	Numéro de décision	Avenant		Titulaire mandataire	Désignation du lot	Adresse du titulaire ou du mandataire	Date de signature	Montant T.T.C.
Contrat/Marché	Nature			N°	objet					
MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA RENOVATION ENERGETIQUE DE LA SALLE POLYVALENTE AVENANT 1 FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION - MARCHE 2024-11	PRESTATIONS INTELLECTUELLES	MARCHES PUBLICS	DEC2024-10-09-52	1	FINANCIER	ITINERAIRES ARCHITECTURE		7 Faubourg de Montbéliard 90000 BELFORT	09/10/2024	11 821,52 € portant la rémunération définitive à 131 821,52 €
RENATURATION DE LA PLACE DU 8 MAI MARCHE 2024-17	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-11-05-53	1	FINANCIER	SAS CLIMENT TP		9 Route d'Audincourt BP 13119 25403 AUDINCOURT CEDEX	18/06/2024	7 740,55 €
REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENANT N°5 AU MARCHE 2023-05	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-11-18-55	5	FINANCIER	SAS PERRIN	LOT 04 MENSUISERIES INTERIEURES	ZA de l'Allan Rue de Brognard 25600 VIEUX CHARMONT	18/11/2024	325,94 €
REHABILITATION DU BATIMENT LOUISE MICHEL AVENANT N°1 AU MARCHE 2023-09	TRAVAUX	MARCHES PUBLICS	DEC2024-11-18-56	1	FINANCIER	SAS PERRIN	LOT 08 FAUX PLAFONDS	ZA de l'Allan Rue de Brognard 25600 VIEUX CHARMONT	18/11/2024	510,00 €
Titre		Service instructeur	Numéro décision	Objet					Date	
AVENANT N.1 AU CONTRAT VEHICULES A MOTEURS SMACL- CONTRAT 2024 LOT 3		Administration Générale	DEC2024-11-07-54	Avenant de modification des véhicules assurés (résiliations, ajouts, modifications...)					07/11/2024	

Le Conseil Municipal prend acte de ce compte-rendu.

COMPTE-RENDU DES ARRÊTÉS

N° ARRÊTÉ	DATE	SERVICE	OBJET
ARR2024-10-03-144	03/10/24	PM	Arrêté de travaux par CLIMENT TP rénovation parking place du 08 mai
ARR2024-10-04-145	04/10/24	PM	Arrêté Permanent stationnement interdit hors cases rue des Carrières
ARR2024-10-04-146	04/10/24	PM	Arrêté de travaux SAS HAEFELI pour pose d'une chambre L2T rue d'Audincourt en bordure de la piste cyclable devant le magasin Aldi du 02 octobre durant 15 jours
ARR2024-10-10-147	10/10/24	PM	Arrêté d'autorisation de débit de boissons temporaire pour le club de handball le samedi 19 octobre au COSEC à Seloncourt
ARR2024-10-10-148	10/10/24	PM	Arrêté de circulation rue de Berne par CIRCET pour le remplacement d'un cadre et tampon sur chaussée du 21 au 25 octobre 2024
ARR2024-10-11-149	11/10/24	PM	Arrêté d'interdiction provisoire de patiquer du sport au stade municipal FORESTI le dimanche 13 octobre 2024
ARR2024-10-18-150	18/10/24	PM	Arrêté d'interdiction provisoire de patiquer du sport au stade municipal FORESTI le week-end du 19 et 20 octobre 2024
ARR2024-10-18-151	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 35 rue Eugène Delacroix
ARR2024-10-18-152	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 30 rue Eugène Delacroix
ARR2024-10-18-153	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 20 rue Eugène Delacroix
ARR2024-10-18-154	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 17 rue Eugène Delacroix
ARR2024-10-18-155	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 4 rue Eugène Delacroix
ARR2024-10-18-156	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 1 rue Gustave Courbet intersection rue Eugène Delacroix
ARR2024-10-18-157	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 19 rue Gustave Courbet
ARR2024-10-18-158	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 2 rue Paul Cézanne intersection rue Courbet
ARR2024-10-18-159	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 35 rue Gustave Courbet
ARR2024-10-18-160	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 22 rue Gustave Courbet intersection rue Picasso
ARR2024-10-18-161	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 2 impasse Degas sur la rue Gustave Courbet
ARR2024-10-18-162	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 2 impasse Corot sur la rue Manet
ARR2024-10-18-163	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 5 rue Manet intersection rue Picasso
ARR2024-10-18-164	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 6 rue Paul Cézanne intersection impasse Gauguin

N° ARRÊTÉ	DATE	SERVICE	OBJET
ARR2024-10-18-165	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 2 rue Manet sur la rue Paul Cezanne
ARR2024-10-18-166	18/10/24	PM	Arrêté Permanent d'implantation d'un panneau Cédez-le passage au 2 rue André Parrot sur la rue Manet
ARR2024-10-21-167	21/10/24	PM	Arrêté d'autorisation de débit de boissons temporaire pour La Jeanne D'Arc pour une compétition de tir à l'arc le 17 novembre 2024 au COSEC
ARR2024-10-22-168	22/10/24	PM	Arrêté de travaux par SBTP pour modification branchement gaz place Ambroise Croizat du 22 octobre durant 1 mois
ARR2024-10-24-169	24/10/24	PM	Arrêté de circulation rue d'Audincourt par CLIMENT à partir du 28 octobre durant 150 jours pour aménagement de voirie
ARR2024-11-05-170	05/11/24	PM	Arrêté de circulation route barrée rue Motteler par SBTP à partir du 08 novembre pour une durée de 30 jours pour sondage réseau gaz
ARR2024-11-05-171	05/11/24	PM	Arrêté de circulation rue des Vergers par EIMI Elec pour ENEDIS ouverture fouille pour travaux electriques demi-chaussée du 25 novembre durant 15 jours
ARR2024-11-06-172	07/11/24	AG	Désignation mandataires 43e salon d'art
ARR2024-11-08-173	08/11/24	PM	Arrêté de travaux rue Jacques Lovy par EIMI ELEC du 12 novembre durant 15 jours pour ouverture fouille travaux electriques
ARR2024-11-07-174	07/11/24	PM	Arrêté d'interdiction de stationnement sur les places de parking rue de la Fonderie par CLIMENT pour la pose d'un pré-fabriquée le 28 octobre durant 150 jours
ARR2024-11-14-175	14/11/24	PM	Arrêté de circulation rue de l'école de Berne par l'entreprise RM Facilities pour reprise des boucles au sol du 21 novembre durant 1 semaine
ARR2024-11-14-176	14/11/24	PM	Arrêté de circulation rue d'audincourt par RM Facilities pour création de boucles au sol du 21 novembre durant 1 semaine
ARR2024-11-15-177	15/11/24	PM	Arrêté d'autorisation de débit de boissons pour la MPT Foire à tout le dimanche 8 décembre à la salle polyvalente
ARR2024-11-15-178	15/11/24	PM	Arrêté de circulation par Circet du 18 novembre durant 2 jours au 37 rue du Général Leclerc
ARR2024-11-21-179	21/11/24	PM	Arrêté Permanent Place handicapé rue de La Lanne intersection rue du Général Leclerc
ARR2024-11-25-180	25/11/24	PM	Arrêté temporaire vente de sapin sur domaine public du 1er au 25 décembre 2024
ARR2024-11-25-181	25/11/24	PM	Arrêté temporaire de débit de boissons salle polyvalente pour le marché de Noël par l'Eglise Protestante les 14 et 15 décembre 2024
ARR2024-11-25-182	25/11/24	PM	Arrêté de circulation rue de l'école de Berne par l'entreprise RM Facilities pour reprise des boucles au sol du 04 décembre durant 1 semaine
ARR2024-11-25-183	25/11/24	PM	Arrêté de circulation rue d'audincourt par RM Facilities pour création de boucles au sol du 04 décembre durant 1 semaine
ARR2024-11-27-184	27/11/24	AG	Arrêté portant délégation de signature au Directeur des Services Techniques
ARR2024-11-27-185	27/11/24	AG	Arrêté portant délégation de signature au Directeur Culture Jeunesse et Education
ARR2024-11-28-186	28/11/24	PM	Arrêté temporaire débit de boissons pour le Comité des Fêtes lors du Téléthon le 06 décembre 2024 à la salle polyvalente

Le Conseil Municipal prend acte de ce compte-rendu.

INFORMATIONS

➤ **Bilan fourrière automobile 2019/2023 :**

	ANNÉES					Total
	2019	2020	2021	2022	2023	
Véhicules mis en fourrière	11	18	19	10	9	67
Véhicules récupérés par leurs propriétaires	5	9	10	5	4	33
Véhicules détruits	6	9	8	5	5	33
Véhicules vendus par les domaines	0	0	1	0	0	1

➤ **Patrick LIEGEART – Président du comité des fêtes fait un retour sur le Téléthon :**

- Dons 650 €
- Recettes 1 500 €

Soit un total de 2 150 € qui seront versés à l'Association Française contre les myopathies (AFM Téléthon).

QUESTION ORALE

- **M. Christian TOITOT** pour le groupe **Seloncourt Autrement Ecologique et Solidaire** :

⇒ Information sur les travaux de la rue d'Audincourt

« On a été prévenu que l'enrobé de la bande roulante ne sera fait qu'au printemps en raison des conditions climatiques, qu'en est-il des enrobés des trottoirs ? ».

M. Daniel BUCHWALDER : lui confirme que l'ensemble des enrobés seront réalisés au printemps (chaussée + trottoirs) parce qu'il ne faut pas que la température du sol soit inférieure à 5° pour que les enrobés collent efficacement et éviter ainsi des malfaçons.

Monsieur le Maire souhaite de bonnes fêtes de fin d'année au conseil municipal et rappelle que le prochain Conseil Municipal se réunira le mardi 28 janvier 2025 à 18h30.

La séance est levée à 19h24.

Le Secrétaire de Séance
Mme Françoise PAICHEUR

Le Maire
Daniel BUCHWALDER

